

|                        |                                     | <b>JOSE BOVE</b>  | <b>Verbatim</b>  |
|------------------------|-------------------------------------|---|--|
| EMPLOI                 |                                     |   |  |
| ENERGIE                |                                     | L'ensemble des énergies renouvelables (hydraulique, biomasse, éolien, solaire) doit représenter à moyen terme au moins 25 % de notre approvisionnement  |  |
|                        |                                     | électricité, gaz, pétrole, charbon et énergies renouvelables) sera créé. Immédiatement, EDF et GDF seront rendus au secteur public à 100% et fusionnés. Ce pole public favorisera les coopérations internationales et le transfert des technologies aux PVD (Chine, Inde, Brésil)   |  |
| EAU                    |                                     |   |  |
| ENVIRONNEMENT          |                                     | Remise en cause du principe du « droit à polluer »  |  |
| T                      |                                     |   |  |
| TRANSPORTS             |                                     | Développement des transports publics de voyageurs et de marchandises; rénovation des infrastructures ferroviaires, la priorité donnée au ferroutage sur le transport routier, des sillons réservés, l'unification et développement du réseau européen, la promotion de la voie d'eau, etc. Nous chercherons à maîtriser et à contrôler la croissance du transport aérien. |  |
| POLITIQUE INDUSTRIELLE | Programme, 125 propositions         | Emergence des réseaux européens d'entreprises publiques<br>Création d'un statut de l'entreprise publique en Europe;   | l'émergence de véritables réseaux européens d'entreprises publiques renforçant l'efficacité de leur action et assumant en commun la promotion de l'emploi, de la formation et de la recherche. La France proposera à ses partenaires de l'Union européenne de créer un statut de l'entreprise publique en Europe ; grands programmes de coproduction seront impulsés au plan national et recherchés au plan européen   |
| EUROPE SOCIALE         |                                     | Eventuel non respect du Pacte de Stabilité ;  |  |
|                        | 12.03.2007, Fiche Eurogroupe et BCE | <b>La négociation d'un Pacte européen de coopération économique et social (PACES)</b> , harmonisant entre les 13 les politiques fiscales et salariales, assouplissant les règles de finances publiques, la définition de la stabilité des prix et les interventions sur le change.  | <b>“La négociation d'un Pacte européen de coopération économique et social (PACES)</b> , harmonisant entre les 13 les politiques fiscales et salariales, assouplissant les règles de finances publiques (cf. fiche sur la dette), la définition de la stabilité des prix et les interventions sur le change (cf. supra). On notera qu'un tel pacte est compatible avec les traités actuels et peut donc être adopté par les Parlements des 13 pays, de façon beaucoup moins difficile que la négociation de nouveaux traités, qui supposent l'unanimité des 27 et n'ont aucune chance d'aboutir prochainement du fait du veto britannique et des pays de l'est.” |

|                               |  |   |   |
|-------------------------------|--|---|---|
|                               |  |   |   |
|                               | 12.02.2007,<br>les 4 vérités,<br>France 2          | Remise en cause des accords de Lisbonne sur la privatisation  |   |
|                               | 12.03.2007,<br>Fiche<br>Eurogroupe<br>et BCE       | Bataille contre la directive européenne sur le temps de travail   |   |
|                               | Programme,<br>125<br>propositions                  | que l'UE rompe avec la course à la "baisse des coûts" salariaux et à la diminution des dépenses publiques et sociales, au nom de la compétitivité ("Agenda de Lisbonne", Pacte de stabilité...) et qu'à l'inverse, elle pousse à la promotion des dépenses pour l'amélioration constante des conditions de travail, à la réduction de la durée du travail, à l'avancement de l'âge de départ à la retraite et au progrès des droits sociaux. Des normes minimales - régulièrement réévaluées vers le haut - doivent être instituées avec le principe intangible de non-régression sociale ; convergence vers le haut des acquis sociaux. L'impôt sur les sociétés doit être harmonisé - pour éviter le "dumping fiscal" - et ce à un niveau suffisamment élevé pour contribuer au financement des nouvelles priorités sociales. | que l'UE rompe avec la course à la "baisse des coûts" salariaux et à la diminution des dépenses publiques et sociales, au nom de la compétitivité ("Agenda de Lisbonne", Pacte de stabilité...) et qu'à l'inverse, elle pousse à la promotion des dépenses pour les hommes et les femmes, à l'amélioration constante des conditions de travail, à la réduction de la durée du travail, à l'avancement de l'âge de départ à la retraite et au progrès des droits sociaux. Des normes minimales - régulièrement réévaluées vers le haut - doivent être instituées avec le principe intangible de non-régression sociale ; les organisations syndicales et les élus des travailleurs doivent être associés au contrôle de leur respect effectif dans l'ensemble de l'Union. Tout instrument contrecarrant ces choix doit être abrogé. La logique de concurrence entre les systèmes sociaux doit laisser place à une logique de convergence vers le haut des acquis sociaux. L'impôt sur les sociétés doit être harmonisé - pour éviter le "dumping fiscal" - et ce à un niveau suffisamment élevé pour contribuer au financement des nouvelles priorités sociales. |
| <b>POLITIQUE DE RECHERCHE</b> |  |   |   |
| <b>AERONAUTIC-AIRBUS</b>      |  | La politique de la Banque centrale européenne a contribué à affaiblir Airbus comme bien d'autres industries   |   |
| <b>REFORME DE LA BCE</b>      | Et<br>12.03.2007,<br>Fiche<br>Eurogroupe<br>et BCE | remettre en cause le statut d'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) vis-à-vis de tout contrôle politique, de transformer ses missions et de la placer sous contrôle du Parlement européen (qui a seul la légitimité de définir les taux d'intérêt), afin de réorienter la politique monétaire européenne.   |   |

|                        |                                     |  |  |
|------------------------|-------------------------------------|--|--|
|                        |                                     | Provoquer une réunion du Parlement européen sur la définition de la stabilité des prix., et, dans ce cadre de porter à 2,5% l'objectif de stabilité des prix (les conclusions ne concerneront que les 13 pays de l'Euro-groupe)  |  |
| REFORME DE LA PAC      |                                     | Promouvoir l' agriculture nourricière ; principe des aides à l'agriculture paysanne - pour la pérennisation du travail paysan, le développement rural, les pratiques protégeant l'environnement - mais non les subventions directes ou indirectes à l'agrobusiness et à ses exportations qui déstabilisent les productions des pays du Sud |  |
| FRONTIERES DE L'EUROPE |                                     |  |  |
| PESC                   | Programme, 125 propositions         | l'Europe doit promouvoir un nouveau type de développement, le principe de souveraineté alimentaire, le contrôle des mouvements de capitaux, l'annulation de la dette des pays du Sud et une taxe sur les mouvements de capitaux  |  |
|                        |                                     |  |  |
| DEFENSE COMMUNE        |                                     | Transformation de la politique européenne de défense   |  |
|                        |                                     | La France agira pour la dissolution de l'OTAN, et pour de nouvelles coopérations européennes et internationales de sécurité et de défense  |  |
| MOYEN-ORIENT           |                                     |  |  |
| MEDITERRANEE           | Programme, 125 propositions         | changement de cap du partenariat Euro-Méditerranée et de la politique de l'UE avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Plus largement, tous les accords bilatéraux avec les pays du Sud doivent être rediscutés afin d'en faire de véritables accords de coopération.  |  |
| TRAITE CONSTITUTIONNEL | 13.02.3007, les 4 vérités, France 2 | Remettre à plat le Traité constitutionnel, mettre en place une Assemblée constituante qui élabore un nouveau texte soumis à tous les pays européens le même jour ; construction d'une Europe sociale au service du citoyen.  |  |
| BUDGET EUROPEEN        | Programme                           | L'augmentation et la réorientation du budget européen doivent contribuer à réduire les inégalités sur le continent et en particulier à favoriser le développement des nouveaux pays membres.   |  |
| IMMIGRATION            |                                     | dès 2007, retirer la signature de la France du projet de TCE et proposer la refondation de l'UE sur d'autres bases. Saisir   |  |

|                         |                                     |   |  |
|-------------------------|-------------------------------------|---|--|
|                         |                                     | l'occasion de la présidence française de l'UE, au second semestre 2008, pour porter plus largement l'exigence d'un tel changement   |  |
| EURO                    | 12.03.2007, Fiche Eurogroupe et BCE | La prochaine réunion de l'Eurogroupe devra expliciter la valeur de l'Euro, qui lui paraît constituer un plafond (1,3 dollar ?) et donner les instructions nécessaires à la BCE pour le faire respecter. | Il suffisait pourtant, comme le font en permanence les banques centrales asiatiques, de vendre des euros contre les dollars pour arrêter cette spéculation à la hausse de l'Euro, qui nous fait perdre des parts de marché et de l'emploi. |
|                         |                                     |   |  |
| CONSTRUCTION EUROPEENNE |                                     |   |  |